

Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 225

DE LYON

Vendredi 12 Août 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES
A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité
Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République.
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent.
le N°

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 4, Rue Stella
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

5 cent.
le N°

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1^{er} & 16 DE CHAQUE MOIS

	1 ^{er} & 16	2 ^{de} & 15	3 ^e & 14	4 ^e & 13	5 ^e & 12	6 ^e & 11	7 ^e & 10	8 ^e & 9
Paris	10	10	10	10	10	10	10	10
Province	12	12	12	12	12	12	12	12
Étranger	15	15	15	15	15	15	15	15

FAITS DU JOUR

La mort de M. Waldeck-Rousseau a causé une vive impression dans le monde politique, en France et à l'étranger.

M. Waldeck-Rousseau aurait reçu les derniers sacrements sans avoir repris connaissance. Le prêtre a encore été appelé, hier, au chevet du mort.

Les obsèques de M. Waldeck-Rousseau auront lieu samedi matin, à l'église Sainte-Croix, à Paris. Elles auront lieu sans fleurs ni couronnes.

La flotte russe s'est échappée de Port-Arthur. La flotte japonaise lui donne la chasse. On ne connaît pas encore si la flotte russe a réussi complètement son audacieuse tentative.

Waldeck-Rousseau

Lorsque seront calmées les passions furieuses qui agitent la politique ces six dernières années ; lorsque la haine farouche des uns et l'admiration sans bornes des autres se seront émoussées et auront fait place à une appréciation plus équitable ; lorsque le Temps ; ce grand maître de la notoriété et de la gloire, aura placé dans son cadre, au-dessus du bruit qui monte de nos colères et de nos disputes, la physionomie de l'homme d'Etat qui vient de disparaître, l'histoire pourra porter un jugement impartial sur M. Waldeck-Rousseau.

Le mort d'hier, bien que retiré de la bataille, était encore intimement mêlé à la politique et à ses passions, parce que cette politique, c'est lui qui la créa, ou du moins qui l'orienta dans les routes hasardeuses où M. Combes marche avec une obstination imbécile, sans que nul puisse dire ce qu'il adviendra de notre pauvre pays.

M. Waldeck-Rousseau, de la retraite où il lutta contre le mal implacable qui devait l'emporter, était toujours le grand in-purateur, voulu ou subi, de la Défense républicaine et de ses œuvres. C'est lui qui créa le Bloc, qui amalgama ses éléments hétérogènes, qui donna aux parlementaires l'habitude de la soumission, et sa figure impassible et hautaine dominait encore, invisible, les débats d'une majorité habituée à se courber sous les ordres du maître. Le maître, hier, c'était lui ; c'est aujourd'hui M. Combes. C'est une décadence humiliante ; du disciple au maître, il y a la distance de l'homme d'Etat au manœuvre butor, de l'intelligence hautaine, mais supérieure, à l'intelligence bornée et obstinée d'un primaire.

M. Waldeck-Rousseau fut souvent pour nous un adversaire, et un adversaire gigantesque. Je veux tout de même essayer de le faire sans passion, avec le seul souci de la vérité.

Gambetta, Jules Ferry, Waldeck-Rousseau. Voilà, à mon avis, les trois grands hommes d'Etat de la République, qui dominent la cohue des ministres, des procureurs, des diplomates qui défilent sur la scène politique pendant ces trente quatre dernières années. Ils furent hommes d'Etat chacun à leur manière, selon leur tempérament et suivant les circonstances qui les façonnèrent. Gambetta, avec son âme ardente qui apportait au service de ses convictions la langue et l'irrésistible maîtrise devant qui se brisent les Seize-Mai et les Mac-Mahon. Jules Ferry, vogueur, par conséquent plus calme, plus froid, orienté vers la République vers ses destinées pratiques ; tandis qu'il fait voter la loi de l'école, il fait voter la loi de l'école, il cherche au dehors à étendre la France, à agrandir ses colonies, à créer des débouchés pour son commerce ; il nous donne la Tunisie et le Tonkin, les deux plus beaux fleurons de notre empire colonial.

C'est navrant. Jules Ferry ne reculait qu'à l'extrême et outrages, et la population parisienne faillit faire une révolution le jour où le « Tonkin » lui brisa la place de Grévy à l'Elysée. Waldeck-Rousseau fut distingué par Gambetta qui s'y connaissait en hommes. Ga n'aurait pu pour collaborateur, dans le Grand Ministère, qui dura deux ans, ce jeune député à la parole précieuse, la documentation serrée, et qui avait déjà conquis une place enviable dans le monde politique. Il y avait la Spuler, l'autocritique, mais patriote ; autour de Gambetta, et amis du parti, se pressaient Joseph Reinach et Paul Déroulède. Waldeck-Rousseau prévoyait-il, traitant à nouveau sur son chemin, dans des circonstances tragiques, mêlées à des événements qui comptent parmi les plus douloureux de notre histoire ? Le pas e rapidement sur l'éclipse politique de M. Waldeck-Rousseau et j'arrive en 1899. La France est bouleversée ; le pays est au paroxysme ; on se sent, condamné comme tel par un conseil de guerre, et que des amis puissants, riches, intrigants, veulent tirer de l'ille

du Diable où il expie son forfait. D'un côté, il y a les dreyfusards, les partisans du traître, ceux qui risquent de compromettre la sécurité de la patrie pour une vaine satisfaction d'amour propre ou pour une gloire mal placée de race et de caste ; de l'autre côté, il y a les Français clairvoyants qui voient en la tentative de réhabilitation de Dreyfus un formidable assaut contre notre puissance militaire et contre nos traditions. Entre les deux camps, il y a la masse confuse des indécis, des « opportunistes ».

Le ministère Dupuy s'en va, laissant une Chambre presque toute antidreyfusarde. Mais dans la coulisse les partisans de Dreyfus s'agitent ; il leur faut un ministre qui fasse la révision. L'opération en est pénible. Enfin Waldeck-Rousseau est tiré de sa solitude ; il abandonne ses goûts paisibles et artistiques, le canotage, la pêche à la ligne et l'aquarelle pour se consacrer à la cause du traître et pour sauver l'équipe au pouvoir des fureurs du Nationalisme.

Le ministère Waldeck fut, par sa composition, un défi à nos traditions politiques. Le socialiste Millerand, d'une part, le conservateur et réactionnaire de Gallifet, d'autre part, opérèrent la jonction des extrêmes avec, comme comparses, des hommes parés de toutes les tares, comme de Lanessan et Monis. La Chambre accueillit ce ministère avec une stupeur bruyante et indignée ; on crut que, mort-né, il allait disparaître sous les philippiques enflammées de MM. Mirman et Pelletan qui en démontraient l'immorale composition. Il n'en fut rien. Le ministère Waldeck-Rousseau fut sauvé, on sait comment. Sa majorité, précaire d'abord, s'accroît peu à peu, par une habile manœuvre, jusqu'à devenir formidable, solide, domptée, hypnotisée par l'intelligence froide et lucide, par l'éloquence tranchante et nette, par la fermeté des décisions du Maître, du dictateur.

Il est inutile que je rappelle longuement des événements d'hier et qui sont encore présents à toutes les mémoires : le procès de Rennes, la Haute Cour, la loi sur les Associations. Les uns découlerent des autres ; le procès de Rennes amena la superbe indignation patriotique qui, sous le nom de Nationalisme, coagula tous ceux qui comprirent le danger que couraient les traditions nationales, la Nation elle-même et qui, venant parfois des pôles extrêmes, firent généreusement abdiquer d'une partie d'eux-mêmes et de leur pensée pour coopérer au salut commun. On ne peut le nier aujourd'hui ; le courant nationaliste fut si fort qu'il faillit emporter, non pas le régime, mais les hommes qui déshonoraient et compromettaient le régime.

Paris était dans la fièvre ; la révolution était dans l'air, menaçante, imminente. M. Loubet jouissait d'une formidable impopularité ; le jury de la Seine renvoyait Déroulède absous, au lendemain de l'attentat de Reuilly.

La situation était donc grave pour l'équipe gouvernementale. Seul un homme énergique, ne s'embarrassant pas de scrupules et de légalité, impassible comme un roc au milieu de la tourmente déchaînée, pouvait empêcher le triomphe du Nationalisme. Waldeck-Rousseau fut cet homme. Il arrêta Déroulède avec quatre-vingts autres citoyens et les envoya devant la Haute-Cour, sous prétexte de haute trahison. La période révolutionnaire du Nationalisme était ainsi terminée.

Waldeck-Rousseau avait donné trop de gages à ses nouveaux amis, les socialistes et les anticléricals, pour s'arrêter en si beau chemin. Il fit voter la loi sur les associations, source des troubles religieux qui agitent le pays depuis deux ans. Cette loi est peut-être l'acte législatif le plus important de la République, après les lois scolaires de Ferry et la loi militaire de 1889. Elle a été diversement appréciée et sa discussion au Parlement souleva des polémiques passionnées. Tandis que les catholiques la tenaient pour une loi d'ostracisme parce qu'elle mettait les congrégations hors la loi en exigeant qu'elles fussent autorisées par le gouvernement, les anticléricals s'en félicitaient, au contraire, pour une loi cléricalle, parce qu'elle reconnaissait l'existence légale de la congrégation et la plaçait ainsi sous la protection du pouvoir.

Waldeck-Rousseau n'appliqua point lui-même la loi sur les associations. Il descendit librement du pouvoir, laissant à son successeur le lourd héritage de trois années de pouvoir personnel, d'autoritarisme, de terreur parfois sauvage, de compromissions hardies avec la révolution sociale ; il légua à son successeur l'application de la loi sur les congrégations.

On sait comment M. Combes accompli sa besogne, avec quel acharnement il tira la loi à l'œuvre anticléricalle et par quels moyens et grâce à quelles influences il se maintint à la tête du gouvernement. Le chemin parcouru depuis la retraite de Waldeck-Rousseau est effrayant ; nul ne sait à quels abîmes nous conduira ce paysan saintongeais, aussi personnel que méchant, aussi borné dans ses vues que tenace dans ses haines de mauvais prêtre.

On dit que M. Waldeck-Rousseau, rendu à lui-même, loin de la fumée de la bataille, isolé des passions ambiantes, sans courtisans intéressés pour flatter ses manies, regretta l'œuvre qu'il était si fier de laisser à son successeur de voir la République engagée dans la casse cou et les scandales du combisme. On n'a pas oublié que, plusieurs fois, il essaya de réagir contre la politique de

son successeur et contre la façon dont la loi de 1901 était appliquée. Mais sa santé chancelante ne lui permit pas de prendre, dans des circonstances récentes, une attitude plus déterminée. Un jour, cependant, M. Waldeck-Rousseau se dressa avec un fier dédain devant son successeur ; ce fut au Sénat, le 27 juin 1903, à propos du mode d'application des mesures coercitives contre les congrégations. Ce jour-là, l'ancien président du conseil fit, aux applaudissements de l'opposition, le procès du régime combiste, en constata les tares et en démontra les dangers. Il adjura la majorité de revenir à une politique sage, plus pondérée, moins dangereuse.

Peine perdue ! M. Waldeck-Rousseau n'était plus de son temps ! La majorité, autrefois docile sous sa cravache, accueillit son discours par des rumeurs et M. Combes ne prit même pas la peine de répondre au réquisitoire de son prédécesseur, du père du Bloc, du fondateur de la Défense républicaine. Le lendemain M. Waldeck-Rousseau était vilipendé par ceux qui le couvrirent des éloges les plus hyperboliques lorsqu'il était tout puissant.

Il était rejeté dans les rangs de la « réaction » où s'agitent déjà bel et bien, les Ribot, les Leygues, les Lanessan et les Millerand. Il subissait ainsi le premier châtiment de ses fautes ; il était chassé de la maison par ceux au profit de qui il avait sauvé la maison.

Dans sa longue et douloureuse agonie, seul en face de la mort, a-t-il compris les terribles responsabilités qui pèsent sur sa mémoire et a-t-il deviné le mal que commettront des disciples inhabiles, sans intelligence, n'ayant d'autre idéal que la satisfaction de leurs haines grossières et de leurs appétits ?

Lorsque les passions se seront calmées on appréciera plus justement la carrière politique de celui qui vient de disparaître. L'histoire dira si Waldeck-Rousseau doit compter parmi les hommes néfastes qui préparèrent la décadence de notre pays et quelle est sa part de responsabilité dans les événements actuels. Elle dira, lorsqu'elle sera documentée, quel est le secret terrible qui brisa l'unité de cette vie, qui fit du libéral et du conservateur l'allié du sectaire et du collectiviste ; elle dira également si Waldeck-Rousseau ne se leurre point sur sa puissance et si le fit pas le rêve fou d'étrangler la Révolution après l'avoir déchaînée !

Mais à une époque où les caractères font défaut, où l'on ne rencontre que des poussières de volonté et des velléités d'énergie, inclinons nous devant la mort de celui qui fut un Homme, en regrettant vivement que cet Homme mérito nos plus justes et nos plus amers reproches.

Camille DIJOU.

LA GUERRE Russo-Japonaise

Sortie de l'escadre russe de Port-Arthur. — A sa poursuite. — En Mandchourie.

Le Siège de Port-Arthur. — La Sortie de l'Escadre russe

Londres, 11 août.

Une dépêche de Chéfoo, 11 juillet, 7 h. 30 matin, dit que d'après l'équipage d'un contre-torpilleur russe, arrivé à cinq heures et demie, six cuirassés, quatre croiseurs et la moitié de la flottille des torpilleurs russes se sont échappés de Port-Arthur hier matin. Le contre-torpilleur était parti hier soir de Port-Arthur avec cinq passagers, d'après lesquels, la flotte japonaise poursuivait les Russes, une bataille en pleine mer serait attendue.

On confirme de Tokyo que la flotte russe est partie hier de Port-Arthur. Il y a eu, pendant la journée, un vit engagement. A la nuit, les contre-torpilleurs japonais ont attaqué, mais on ignore le résultat de cette attaque. On sait, en outre, que le *Retsan* et le *Pobeda* se battent de Port-Arthur.

La Poursuite des Japonais

Tokio, 11 août.

L'amiral Togo ne donne aucun détail sur le résultat du combat qui a suivi le départ de la flotte russe de Port-Arthur. On croit que les Russes ont essayé d'échapper vers la mer, leur position étant devenue complètement intenable, mais qu'ils ont refusé à nouveau d'essayer de forcer le passage. On attend des détails d'heure en heure.

Tout Fou, 11 août, 11 h. 1/2.

Le contre-torpilleur russe, qui est arrivé ce matin de Port-Arthur, est le *Reshiki*. Le capitaine annonce que des *Reshiki* se sont perdus dans la machine, alors que le navire se trouvait à mi-chemin entre Port-Arthur et Tché-Fou, et qu'il a dû réduire sa vitesse à 12 nœuds.

Aucun navire japonais n'a été aperçu. L'officier russe confirme que les grands navires ont quitté Port-Arthur. A la course d'une longue conversation, le capitaine a déclaré que les navires de guerre russes comptent rejoindre le cadre du *Vladivostok*, qui déjà a été renforcé au moyen de navires achetés à la République argentine. Le départ de l'escadre russe aurait eu lieu à sept heures du matin. Seuls les petits navires japonais auraient tiré sur l'escadre russe. La poursuite a duré deux heures et demie. Le vapeur japonais *Angolia*, ayant à bord les femmes et les enfants, accompagnés des navires de guerre.

L'Impression en Russie

Saint-Petersbourg, 11 août.

Le général Stoeckel annonce que de nouveaux assauts ont eu lieu les 4 et 5 août. Selon l'état-major, la garnison peut résister quelque temps encore. Les Japonais ont cinq divisions près de la forteresse, soit 80 000 hommes, tandis que le général Stoeckel dispose à peine de deux divisions, malheureusement diminuées par les derniers combats et réduites à un chiffre de 22 000 hommes au maximum. Sous le commandement des généraux Fock, Smyrnoff et Kondratovitch.

La garnison est fatiguée. Depuis six mois que dure la guerre, elle veille nuit et jour et elle ne peut réparer ses pertes ni les vides que fait la maladie. Quel que soit son héroïsme, elle est fatalement vouée à capituler, après une lutte désespérée ou à se faire de magnifiques et sanglantes funérailles, en ensevelissant dans les débris de la forteresse. Tel est le denouement qu'envisagent les Russes les moins pessimistes.

Nombreux Malades

Londres, 11 août.

On télégraphie de Niou-Tchouang au *Daily Mail* que le nombre des malades des armées russe et japonaise en Mandchourie devient alarmant. La chaleur intense qui a succédé à des pluies torrentielles a propagé la malaria et les cas d'insolation se multiplient chaque jour. Les hôpitaux de campagne des deux belligérents sont débordés. Des hôpitaux provisoires sur lesquels sont évacués les malades en attendant leur embarquement ont été établis à Dalay, Takouchan, Niou-Tchouang et Widjou.

Les Renforts russes

Saint-Petersbourg, 11 août.

Faisant suite au récent départ pour le théâtre de la guerre du premier corps d'armée, auront bientôt lieu les départs successifs des 18^e corps, de la circonscription militaire de Saint-Petersbourg, du 6^e corps de la circonscription de Lithuanie et du 7^e corps de la circonscription d'Odesa. Quant, dans les milieux officiels que des cas de choléra aient été constatés à Saint-Petersbourg.

Une nouvelle dépêche de Ché-Fou annonce que la flotte russe, évidemment chassée vers la mer par le feu des batteries de terre japonaises, est sortie hier matin de Port-Arthur. L'amiral Togo a fait avancer son escadre et a ouvert immédiatement le feu.

Le combat a duré jusqu'à la nuit, puis la flottille des contre-torpilleurs et des torpilleurs japonais s'est livrée à une série d'attaques. La flotte japonaise a été retirée du combat la nuit. Un navire japonais placé en sentinelle en dehors du port a annoncé avoir vu aujourd'hui, au point du jour, le *Retsan* et le *Pobeda* qui se dirigeaient vers le port.

LES GRÈVES A MARSEILLE

Marseille, 11 août.

Les équipages de tous les navires des Messageries maritimes sont toujours à terre et la situation reste la même.

M. Rivelli, secrétaire général du syndicat des inscrits, a fait demander ce matin une audience à M. Blanc, directeur de la Compagnie. Celui-ci a-t-il répondu qu'il est tout disposé à recevoir une délégation des matelots et chauffeurs du *Salsola*, mais qu'il refuse d'entrer en pourparlers avec les membres du bureau du syndicat.

M. Rivelli, à la suite de cette fin de non-recevoir, est allé conférer avec M. Manot, secrétaire de la Fédération des dockers. L'*Equateur*, courrier du Levant, est arrivé ce matin et son équipage débarquera cet après-midi. Le *Portugal*, courrier de Beyrouth et d'Alexandrie, qui était déjà expédié par la nuit, a été retardé par de nombreux passagers.

Dans les autres Compagnies de navigation tout est calme.

M. Goblet et la Liberté d'Enseignement

M. René Goblet fut un ministre d'un radicalisme indécis, et il fut, en outre, le promoteur de l'alliance entre les radicaux et les socialistes de la Chambre et le chef du premier groupe radical-socialiste. Mais il est resté fidèle aux doctrines libérales qui furent l'honneur du vieux parti républicain et que le parti actuel ne peut avoir à sa complète disposition.

On sait que les critiques sévères à la déléguée, contre les exagérations jacobines et les mesures oppressives du ministère Waldeck-Rousseau et du ministère Combes. L'ancien ministre revient aujourd'hui, dans la *Revue politique et parlementaire*, sur la suppression de l'enseignement congréganiste, question dont il peut parler avec une autorité et une compétence particulières, puisqu'il est l'auteur de la loi de 1880 qui organisa l'enseignement public et l'enseignement privé, et le nom de la neutralité scolaire, et de l'enseignement public les membres des congrégations.

M. Goblet montre que les dispositions de la loi de 1880 suffisaient en matière d'enseignement primaire et que la loi de 1904, que rien ne justifiait, non seulement porte atteinte au droit des pères de famille et aux droits de toute une catégorie de citoyens, qu'elle écarte de l'enseignement, mais encore sera sans efficacité contre l'enseignement congréganiste et l'esprit clérical, attendu que les écoles fermées se rouvriront sous une autre forme, avec les mêmes instituteurs, revêtus cette fois du costume laïque.

Il estime que la loi de 1904, « en blessant les sentiments d'une grande partie de la population, menace d'amener des troubles plus graves encore que de désaffectionner de nombreux citoyens de la République ».

L'ancien ministre radical émet sans peine que la suppression de l'enseignement congréganiste doit conduire fatalement au monopole de l'Etat en matière d'enseignement.

Est-il possible, se demande-t-il, que la République en soit venue là, que ce régime fonde sur la liberté, que le droit de conquérir les écoles par la persuasion et la libre concurrence, un par l'autorité et la contrainte, reconquête à ses traditions et à ses principes, aujourd'hui une de ses libertés principales, dont le pays est en possession depuis des siècles ?

M. Goblet se demande aussi quel sera le résultat de la politique qui l'emporte à cette heure, des ressentiments que soulève son application et des charges considérables qu'elle imposera forcément aux populations.

LA Mort de Waldeck-Rousseau

Détails rétrospectifs sur les derniers moments. — Les funérailles : elles seront simples. — Les secours religieux. — A la maison mortuaire. — L'impression dans les milieux politiques. — M. Waldeck-Rousseau devant l'opinion.

Paris, 11 août.

Cette mort était malheureusement prévue. Elle n'en produira pas moins une émotion universelle. Rien de plus tragique que la fin de cet homme considérable, dont l'influence a été si grande sur les récentes années de notre histoire.

Lorsque M. Waldeck-Rousseau abandonna le pouvoir, il y a déjà deux ans, il était à bout de forces. M. Combes, qu'il avait désigné comme son successeur, lui déclarait alors, d'abord dans l'intimité, puis au Sénat, qu'il le remplacerait par un nouveau ministre Waldeck-Rousseau, dès que la santé de l'homme d'Etat le permettrait. La santé de M. Waldeck-Rousseau ne l'a jamais permis et la volonté de M. Combes ne l'eût pas permis davantage, car le désaccord vint vite entre le prédécesseur et le successeur, le maître et l'élève.

M. Combes se couvrait encore publiquement de l'autorité de celui qui, après avoir été le collaborateur de Gambetta et de Jules Ferry avait créé le Bloc, que déjà M. Waldeck-Rousseau, d'abord dans l'intimité, puis à ses amis politiques, bientôt à la tribune du Sénat, faisait connaître sa désapprobation d'une œuvre où il ne retrouvait plus sa conception. Les discours prononcés au Luxembourg fut sa dernière manifestation politique.

La Maladie

L'ancien président du conseil ne se remit pas du grand effort qu'il avait fait et des tristesses que lui causait le triomphe d'idées si contraires à celles qu'il avait toujours préconisées.

Il disait, le soir de cette séance funeste : « On a dit que ma destinée serait de ne point savoir empêcher mes amis de commettre des fautes et d'être condamné à les réparer. »

Il ajoutait avec mélancolie : « La première partie de ce propos reste vraie : il en est autrement de la seconde. » M. Waldeck-Rousseau, découragé, renonçait à intervenir dans les affaires publiques, qui prenaient un cours si dangereux. Peu de jours après, son extrême fatigue augmenta. Il devait bientôt s'éteindre.

On s'efforçait, autour de lui, de ne pas s'inquiéter. On mettait les moindres symptômes d'aggravation, il gardait la chambre le plus souvent ; lorsque le temps d'hiver le permettait, il faisait de courtes promenades en voiture. Au mois de janvier, il reprit quelques forces et, vaillant, recommanda de descendre à son cabinet. Chaque matin, il travaillait et se préoccupait de la situation politique. Ce fut une grande joie dans son entourage, lorsqu'il put, le 13 janvier, se remettre à ses affaires. Il recevait le liquidateur d'une Société, donner une consultation juridique dans une affaire de chemin de fer. Il signa de sa main ces consultations de droit qu'il avait rédigées avec toute la lucidité merveilleuse de son esprit.

Puis, il fut moins bien de nouveau. Cependant, il put, le 5 février, recevoir la visite de M. Loubet, s'entretenir avec lui. Quelque temps on le crut en convalescence. Au mois de mars, il sembla que le grand air du Midi le guérirait. Il partit le 13 pour le Cap d'Ail, en compagnie de Mme Waldeck-Rousseau. L'admirable et courageuse femme de l'ancien président du conseil souffrait de la même maladie, une lutte opiniâtre et quotidienne. Elle sut puiser à sa douleur une énergie incessante, un dévouement assez fort pour sécher ses larmes au moment de recueillir d'un sourire le malade découragé, car il avait trouvé là-bas un temps médiocre et ne put profiter autant qu'on le souhaitait de cette villégiature méridionale.

Il ne revint à Paris que le 26 avril, moins bien qu'on ne l'espérait à son départ. On projetait pourtant de l'emmener bientôt à Corbeil. Il fallut de jour en jour différer ce déplacement, qui, dans son état de faiblesse, apparaissait de plus en plus dangereux. Le mal empira de jour en jour. Au début de mai, la nécessité d'une opération s'imposa. Elle fut faite le 6 par les soins des professeurs Terrier et Poirier, qui assistaient les docteurs Chaffard, Babinski et Cunéo. Elle donna d'abord de bons résultats.

M. Waldeck-Rousseau lui-même avait exprimé le désir d'être opéré. Son état d'angoisse lui pesait. Il avait hâte de reprendre sa vie active et laborieuse. Le bulletin de santé qu'il lui fut publié le soir mentionnait une opération sans incident et permettait d'espérer la guérison. Mais, hélas ! on avait constaté des adhérences dans les fibres des canaux biliaires, une inflammation dans les parois de ces canaux et une affection chronique du pancréas, toutes choses que l'intervention chirurgicale n'espérait vaincre. Le lendemain, le malade se faisait déjà sentir souffrir. Il pouvait s'entretenir avec Mme Waldeck-Rousseau et avec M. René Waldeck-Rousseau. Il fut enjoué, plaisant.

Les bulles de santé qui suivirent signalaient une amélioration facile, un pouls normal, un état général excellent. La guérison du malade semblait n'être plus qu'une affaire de quelques semaines.

Une petite arête eut lieu quelques jours plus tard, une hémorragie résultant de la déchirure des tissus externes. Elle n'avait pas de gravité par elle-même, mais elle fit perdre au convalescent, déjà faible, assez de sang pour le mettre en péril, au cas où se produirait une complication quelconque et, en tous cas, pour retarder sa guérison.

Il reprit un peu, malgré tout. Au début de juillet, il se leva, put un peu marcher. On quitta le jour où l'on pouvait le transporter à Corbeil. Ce voyage, le dernier que dut faire M. Waldeck-Rousseau, fut préparé avec mille précautions. Il s'effectua par eau, pour épargner au malade la grande chaleur et la fatigante trépidation du chemin de fer. M. Dufayel mit à son service le yacht *Radium*. A midi, l'ancien président du conseil s'embarqua, après avoir gagné un automobile électrique le quai du Cours-la-Reine. Il arriva à Corbeil sur les cinq heures.

Le séjour à Corbeil fut d'abord favorable à la santé de M. Waldeck-Rousseau. La faiblesse du malade semblait diminuer. Chaque matin, il faisait une assez longue promenade sur la terrasse de sa villa de Castel-Joli, qui borde la Seine. Il la renouvellait après le déjeuner, très léger — de la poudre de viande, du lait, des œufs — que permettaient ses médecins, et, s'il ne se levait que rarement à son plaisir favori, que tentaient des lignes toujours pâles, et battée au bord de l'eau, il s'amusa à suivre le jeu des pêcheurs rangés sur l'autre rive.

La gaieté et les forces lui revenaient même. Un jour, il décida de se rendre en automobile à Morsang-sur-Seine, pour faire à son ami M. Ulrich, qui habitait avec sa femme ce village, la surprise de sa visite. Cette partie de plaisir eut lieu et il n'en avait éprouvé aucune fatigue. On espérait d'ailleurs une convalescence lorsqu'il y avait quelques jours, subitement, l'état du malade s'aggrava, et cette aggravation fit des progrès si rapides que bientôt l'ancien président du conseil, dont la lucidité d'esprit avait été jusqu'alors parfaite, commença à avoir des hallucinations.

En même temps, il retomba à une faiblesse extrême. Les hallucinations devinrent plus fréquentes. Mme Waldeck-Rousseau et M. Jacques Liouville, qui ne le quittaient pas un instant, en conçurent les plus vives inquiétudes et, lorsque M. Liouville proposa l'intervention du célèbre chirurgien allemand Hans Kehr et du docteur Armour, dans un espoir affaibli de salut, ce recours fut décliné. On en parla à M. Waldeck-Rousseau, qui l'accepta tout de suite. M. Jacques Liouville partit à la recherche des deux spécialistes. Il les ramena lundi à Paris.

Le jour même, le docteur Kehr se rendit à Corbeil, examina le malade et, séance tenante, résolut de pratiquer une opération dans les quarante huit heures. Cette décision fut prise en dehors du docteur Terrier et du docteur Poirier.

La dernière opération

Tout avait été préparé, hier matin, pour l'opération, qui devait avoir lieu dans la chambre de M. Jacques Liouville, attenante à celle de M. Waldeck-Rousseau, par les soins du docteur Bouché, médecin de Corbeil, qui visitait depuis trois semaines l'ancien président du conseil. Cette chambre avait été démeublée et aménagée comme il convenait.

Le docteur Babinski, médecin ordinaire de la famille ; le docteur Cunéo, chef de clinique du professeur Poirier, et le docteur Barbin, professeur de la Faculté de médecine de Paris, venus vers dix heures, approuvèrent les dispositions prises par leur confrère de Corbeil. Ils allaient suivre, ainsi que le docteur Armour, en simples spectateurs, l'opération dont le docteur Kehr devait se charger seul avec l'aide de ses deux assistants ordinaires, une doctoresse et un docteur allemand.

M. Waldeck-Rousseau avait passé une assez bonne nuit. Quand, à neuf heures du matin, M. le docteur Bouché vint le premier faire sa visite à M. Waldeck-Rousseau, il le trouva éveillé dans son grand lit, la tête inclinée à gauche. L'ancien président du conseil venait de s'assoupir, laissant s'éteindre une cigarette qui était tombée sur les draps.

Le docteur Kehr lui fut annoncé à onze heures, et, à midi, les docteurs Cunéo et Bouché se disposèrent à administrer le chloroforme. Auparavant, M. Waldeck-Rousseau, qui avait toute sa lucidité d'esprit, embrassa tous les siens. Autour de lui, s'étaient réunis Mme Waldeck-Rousseau et son fils M. Jacques Liouville ; M. René Waldeck-Rousseau, son neveu ; M. Ulrich, son secrétaire. Le malade les rassura par quelques paroles amicales et dit à plusieurs reprises : « J'aurai du courage, ne craignez rien ! »

Transporté dans la salle d'opération quelques instants plus tard, le chloroforme ayant fait son effet, le docteur Kehr commença l'opération, qui donna lieu à une abondante hémorragie. Seuls étaient présents avec l'opérateur et ses aides, les docteurs Babinski, Cunéo, Barbin, Bouché et M. Jacques Liouville.

Le docteur Kehr constata la présence d'un caroncule au pancréas. Il conduisit l'opération avec une sûreté de main admirable, mais elle ne fut terminée qu'à une heure et demie et la faiblesse du malade était devenue trop grande pour y résister. Quand on transporta M. Waldeck-Rousseau de la table d'opération sur son lit, il se réveilla quelques secondes, puis s'évanouit. On procéda alors à des injections de sérum et de caféine qui relevèrent un peu le pouls. Malheureusement, le malade ne put reprendre connaissance et la mort était proche.

La mort

Tous les membres de sa famille qui, pendant l'opération, se sont tenus dans une pièce voisine, sont allés au chevet du mourant. Ce sont Mme Waldeck-Rousseau, M. Jacques Liouville, M. René Waldeck-Rousseau, M. et Mme Ulrich.

Une scène des plus émouvantes se produisit. Mme Waldeck-Rousseau tomba à genoux à la tête du lit. Elle pleura à chaudes larmes, supplia les docteurs de faire tout ce qu'ils pouvaient pour sauver son mari : « Non, dit-elle, laissez-le mourir en paix. »

Aux heures quarante-cinq, M. Waldeck-Rousseau, de plus en plus faible, donna à peine quelques signes de vie. M. Ulrich, à la demande pressante de Mme Waldeck-Rousseau, se fit conduire en automobile à l'église Saint-Spir, où, en l'absence de M. l'abbé Benoit, archiprêtre, il ramena le vicar, M. l'abbé Gilbert, au Castel-Joli.

